

## **Les caméras de sécurité, outil de propagande populiste**

Les caméras de surveillance sont à la mode et sont le sujet de nombreuses analyses, que l'on peut trouver dans la presse, sur Internet et dans les traités de criminologie. Toutes ces études attestent que la vidéosurveillance n'est efficace que dans des endroits clos et fortement peuplés, où elle entraîne une baisse de la criminalité sur les biens de l'ordre de 12 %. Même dans cette situation, les caméras ne font en général que déplacer le problème : on ne volera pas près d'elles, mais cent mètres plus loin, ou dans leur angle mort. On se demande donc où se trouvent les espaces fortement peuplés de la commune qu'il faudrait protéger par ce système.

De plus, on notera que la petite criminalité est en recul partout en Belgique et en particulier dans la zone de police SECOVA dont la commune d'Esneux fait partie. On se demande donc pourquoi le M.R. a choisi la sécurité comme premier point de sa note préparatoire aux élections communales.

Aujourd'hui, la véritable insécurité, c'est l'épuisement des ressources naturelles (et le prix du gasoil), c'est la précarité de l'emploi et c'est l'exclusion sociale (n'oublions pas qu'il y a trois fois plus de suicides que de meurtres en Belgique). Tous ces problèmes sont engendrés par la politique de développement effréné du néo-capitalisme. On comprend alors pourquoi certains mettent en avant la lutte contre la criminalité. Ceci ressort de la même logique que celle utilisée en France par Sarkozy : en étalant des préoccupations sécuritaires, on veut faire croire que, dans nos vies, l'agression ne vient pas du système capitaliste, mais bien de la délinquance. La propagande sécuritaire est le nuage de fumée qui cache les conséquences funestes de la logique de marché.

ECOLO reconnaît évidemment que la sécurité est un droit fondamental pour tous, qui doit être assuré par une police efficace, démocratique et garante de la démocratie. En revanche, ECOLO refuse de verser dans le « tout répressif » ou le « tout à la police ». Avant de guérir, il faut éviter la maladie.

ECOLO considère donc que la police locale doit privilégier :

- les missions de prévention (contacts avec la population, coordination avec les travailleurs sociaux) ;
- les interventions anticipant et prévenant les problèmes, avant de les réprimer ;
- la gestion rapide des appels de la population ;
- la sécurité routière (limitation de vitesse, stationnement...).

Quant aux partis politiques, il est de leur devoir de lutter contre la précarisation des conditions de vie, contre le chômage et contre la marginalisation, en proposant un projet de société à long terme qui tienne compte de tous, dans le respect de la personne, de son mode de vie et de son environnement.